

Questions sans réponse : pourquoi la guerre au Proche-Orient ?

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[90] (2002)**

Heft 1463

PDF erstellt am: **22.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-282373>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Questions sans réponse

Pourquoi la guerre au Proche-Orient ?

La guerre au Proche-Orient fait la Une de tous les journaux, dans tous les médias. Les télévisions nous offrent en spectacle les souffrances des Israélien-ne-s victimes d'attentats, d'une part, et les déclarations des leaders palestiniens sous occupation, d'autre part. Des politiques, des militaires, des intellectuels, des militants nous donnent leur point de vue. Mais dans cette avalanche d'«informations», nous, citoyen-ne-s, cherchons en vain les réponses à quelques questions fondamentales. L'association féministe française Les Pénélopes interroge les acteurs sociaux et lance un appel.

La «lutte contre le terrorisme»...

Pourquoi le gouvernement d'Ariel Sharon a-t-il frappé la Cisjordanie et Gaza de sanctions économiques (coupure d'eau, d'électricité, de tout moyen de locomotion), pour «lutter contre le terrorisme», alors que l'on sait d'expérience qu'elles ne privent que le peuple, exacerbent les extrémismes et entravent les actions de ceux qui, dans l'opposition, oeuvrent au développement des processus démocratiques ?

Ariel Sharon, criminel de guerre...

Pourquoi n'a-t-on pas arrêté Ariel Sharon pour qu'il soit jugé par la Cour internationale de justice de la Hague, pour violation de la convention de 1948 contre les actes de génocide, alors que sa responsabilité dans les massacres perpétrés il y a vingt ans, dans les camps de réfugiés au Liban, semble largement établie ?

L'œil réjoui du Hamas...

Pourquoi la protection des peuples palestinien et israélien n'a-t-elle pas été prévue, et des secours anticipés, alors que la décision du gouvernement israélien d'intervenir militairement était d'ores et déjà prise ? Pourquoi tolère-t-on une guerre isolée, comme le souhaitent les Etatsuniens, c'est-à-dire des frappes systématiques dans les territoires occupés, perpétrées par l'armée israélienne et ses nouveaux complices, les milices libanaises, sous l'œil réjoui du dirigeant du Hamas ?

L'industrie militaire...

Pourquoi s'intéresse-t-on si peu au commerce des armes et aux stratégies des complexes militaro-industriels ? Leurs actions boursières sont en hausse

depuis le 11 septembre 2001. Il est intéressant de noter que Israël est la quatrième force armée mondiale.

Priorités...

Pourquoi ne rappelle-t-on pas que le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) dans son rapport de 1998, établissait qu'une dépense supplémentaire de six milliards de dollars (l'équivalent de deux super bombardiers furtifs ou de quelques tanks) suffirait à assurer l'éducation de base pour tous, dans le monde ? 80% des analphabètes sont des femmes et 80% des pauvres aussi.

L'ONU...

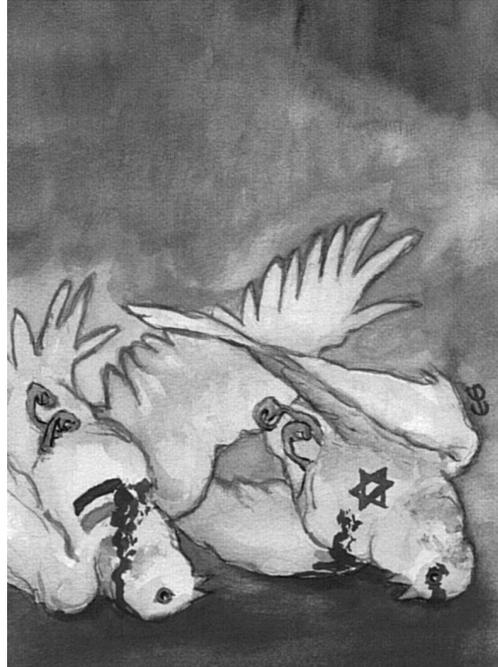
Pourquoi l'ONU ne procède-t-elle pas à la mise en place d'un Tribunal pénal international de la Palestine, comme pour la Yougoslavie et le Rwanda, pour juger des crimes perpétrés dans la région ? Pourquoi certains pays arabes continuent-ils de financer les fondamentalistes palestiniens ?

La parole des pacifistes...

Pourquoi, avant comme pendant la guerre, les médias ne relaient-ils pas les paroles et les actions des ONG pacifistes palestiniennes et israéliennes et des groupes militant pour la paix ? Le gouvernement israélien actuellement au pouvoir, comme le Hamas dont le siège est à Gaza, les considèrent, depuis des années, comme des traîtres intérieurs qui nuisent à leurs desseins.

Les Femmes en noir...

Pourquoi n'entendons-nous pas dans les médias l'appel lancé le 27 février dernier par de multiples organisations nationales et internationales, par l'intermé-



ESTELLE GERMAIN

diaire du réseau des Femmes en noir, intitulé *Le peuple palestinien ne peut plus attendre*, et déposé auprès de différents responsables au Parlement européen à Bruxelles ? Cet appel nous réunit dans un combat commun pour une paix juste et durable entre Palestinien-ne-s et Israélien-ne-s. Mais il doit être celui de toutes celles et de tous ceux qui travaillent à la construction d'un monde sans oppression, sans violence, sans inégalité. Pourquoi n'a-t-on pas soutenu à temps la politique de paix des Femmes en noir, et pourquoi n'a-t-on pas pris en compte leurs nombreuses demandes de protection internationale pour la Palestine menacée, pour le respect des résolutions des Nations Unies ?

Les femmes invisibles...

Pourquoi occulte-t-on systématiquement les luttes exemplaires de femmes ? Dans ce monde, elles résistent à la violence et tentent d'apporter des solutions pacifiques pour préserver la vie. Pourquoi ne donne-t-on jamais la parole aux Femmes en noir d'Israël ? Dans tout système raciste, xénophobe ou fasciste, l'«autre» est délibérément ignoré pour mieux être détruit. Ariel Sharon en donne d'ailleurs un bon exemple avec les Palestinien-ne-s, quand, pour les priver d'existence symbolique, il fait détruire leurs papiers d'identité. Quant au dirigeant du Hamas, il se targue de faire rentrer les femmes à la maison, dès que «l'envahisseur sera détruit».

Le facteur économique...

Pourquoi réduit-on la crise israélo-palestinienne à des raisons politiques et religieuses alors qu'elle est due à des facteurs socio-économiques qui se sont combinés à une crise économique ? •

Nous, les Pénélopes, refusons le choix réducteur que l'on nous propose: arrêt des attentats kamikazes ou arrêt de l'occupation des territoires palestiniens par l'armée israélienne et suspension des opérations de colonisation. D'autres solutions existent. Cet engrenage du crime résulte d'une société fondée sur les valeurs de domination portées par les hommes au pouvoir et l'exclusion des femmes. C'est pourquoi les femmes en Palestine, comme en Israël, sont les premières victimes et les premières touchées, comme au Kosovo ou en Bosnie et il n'y a pas si longtemps, en Irak, en Afghanistan et en Algérie. Nous invitons tout ceux et celles qui s'interrogent sur les raisons de cette guerre, qui en refusent la fatalité, à exiger de leur gouvernement ou représentants légaux de mettre en place:

- la suspension de facto du siège d'Israël à toutes les instances des Nations Unies, y compris son Assemblée générale, pour non-respect et réfutation des décisions de ces assemblées (résolution 181 (II) de 1947 sur la création des territoires, y compris la partition de Jérusalem et résolution 194 (III) de 1948 sur le droit de retour des Palestiniens) ;
- des sanctions économiques, diplomatiques et de mouvement à l'égard d'Israël, à l'initiative de l'Assemblée générale des Nations unies, conformément aux termes des résolutions pour la paix de 1950 ;
- le droit d'asile politique pour les femmes qui en tant qu'êtres humains de sexe féminin subissent des violations de leurs droits fondamentaux ;
- la présence de femmes dans les différentes instances de décision, comme elles le demandent depuis longtemps, ce qui permettra des politiques différentes ;
- un soutien aux ONG qui oeuvrent pour une société équilibrée femmes-hommes, en rendant leurs luttes visibles ;
- une sortie négociée de la guerre au Proche-Orient qui intègre les représentant-e-s de la société civile : les partis démocratiques, les ONG de femmes et les associations pacifistes, afin de garantir une issue politique et économique à visage humain.

Signez cet appel, en nous le retournant à info@penelopes.org et faites-le largement circuler.